

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE MONTPELLIER**

N° 2000960

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

M. [REDACTED]

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Mme Lesimple
Magistrat désigné

Le magistrat désigné,

Audience du 11 mars 2020
Lecture du 11 mars 2020

335-03

D

Vu la procédure suivante :

Par une requête, enregistrée le 25 février 2020 à 17h39, M. [REDACTED] demande au tribunal :

1°) le bénéfice de l'aide juridictionnelle à titre provisoire ;

2°) d'annuler l'arrêté du 24 février 2020 par lequel le préfet des Pyrénées-Orientales l'a obligé à quitter le territoire français sans délai et a prononcé à son encontre une interdiction de retour d'une durée d'un an. [REDACTED]

Il soutient que :

- la décision a été signée par une autorité incompétente faute de délégation de signature ;
- la décision méconnaît les dispositions de l'article 8 de la convention européenne des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, l'article 3-1 de la convention relative aux droits de l'enfant et est entaché d'une erreur manifeste d'appréciation étant donné qu'il est en couple avec une ressortissante française et que leur enfant doit naître en avril 2020 ;
- la décision refusant de lui octroyer un délai de départ volontaire est insuffisamment motivée ;
- sa situation justifie qu'un délai de départ volontaire lui soit attribué et le refus de lui octroyer un tel délai caractérise une erreur manifeste d'appréciation ;
- la décision portant interdiction de retour sur le territoire français est insuffisamment motivée, l'ensemble des critères cités par l'article L. 511-1 III du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile n'ayant pas été apprécié par le préfet ;

- une interdiction de retour d'une durée d'un an a des conséquences disproportionnées sur sa situation et est entachée d'une erreur manifeste d'appréciation.

Par un mémoire en défense enregistré le 27 février 2020, le préfet des Pyrénées Orientales conclut au rejet de la requête.

Il soutient que les moyens soulevés par M. [REDACTED] ne sont pas fondés. [REDACTED]

Par courrier du 10 mars 2020, il a été demandé aux parties de produire une copie lisible du passeport de M. [REDACTED] rendant compte du visa et des tampons apposés.

Vu :

- l'arrêté attaqué ;
- les autres pièces du dossier.

Vu :

- la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;
- la Convention internationale relative aux droits de l'enfant, signée à New-York le 26 janvier 1990 ;
- le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;
- la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 ;
- le code de justice administrative.

La présidente du tribunal a désigné Madame Lesimple pour statuer sur les requêtes relevant de la procédure prévue à l'article L. 512-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

- le rapport de Madame Lesimple, magistrat désigné ;
- les observations de Me Passet, représentant M. [REDACTED], qui présente des conclusions nouvelles tendant à ce que soit mise à la charge de l'Etat une somme de 1 200 euros à lui verser au titre des frais exposés en défense et non compris dans les dépens sur le fondement de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991 et soulève un moyen nouveau tiré du défaut d'examen sérieux de la situation personnelle et familiale de l'intéressé.

Considérant ce qui suit :

1. Par un arrêté du 24 février 2020, le préfet des Pyrénées Orientales a obligé M. [REDACTED], ressortissant algérien né le 13 décembre 1989, à quitter le territoire français sans délai. Il a assorti cette décision d'une interdiction de retour sur le territoire français d'une durée d'un an. Par la présente requête, M. [REDACTED] demande l'annulation de cet arrêté.

Sur l'admission à l'aide juridictionnelle :

2. Aux termes de l'article 20 de la loi du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique : *« Dans les cas d'urgence (...), l'admission provisoire à l'aide juridictionnelle peut être prononcée soit par le président du bureau ou de la section compétente du bureau d'aide juridictionnelle, soit par la juridiction compétente ou son président (...) ».*

3. En raison de l'urgence, il y a lieu d'admettre, à titre provisoire, M. [REDACTED] au bénéfice de l'aide juridictionnelle.

Sur les conclusions à fin d'annulation :

En ce qui concerne la décision portant obligation de quitter le territoire :

4. M. Jean-Marc Sanchez, directeur de la citoyenneté et de la légalité justifie d'une délégation du préfet en date du 4 juin 2018, afin de signer les actes relatifs à la mise en œuvre des mesures concernant les ressortissants étrangers en situation irrégulière parmi lesquels les mesures d'éloignement. Dès lors, le moyen tiré de ce que la décision aurait été signée par une autorité incompétente faute de délégation de signature ne peut qu'être écarté.

5. Aux termes de l'article 8 de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales : *« Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance. Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale ou à la protection des droits et libertés d'autrui ».* Par ailleurs, aux termes de l'article 3-1 de la convention relative aux droits de l'enfant signée à New York le 26 janvier 1990 : *« Dans toutes les décisions qui concernent des enfants, qu'elles soient le fait d'institutions publiques ou privées de protection sociale, des tribunaux, des autorités administratives ou des organes législatifs, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale ».*

6. M. [REDACTED] titulaire d'un visa Schengen valable du 19 décembre 2017 au 16 juin 2017, pour un séjour d'une durée de trente jours, déclare être entré en France le 10 mars 2017. S'il déclare s'être maintenu depuis cette date sur le territoire français, il ne l'établit pas alors qu'il a vécu la majeure partie de sa vie dans son pays d'origine où résident ses parents. Lors de son audition par un officier de police judiciaire, le 24 février 2020, dans le cadre de la vérification de son droit de circulation ou de séjour, M. [REDACTED] a déclaré entretenir une relation avec une ressortissante française, enceinte de leur enfant. Cette dernière s'est par ailleurs présentée aux services de police afin de leur transmettre des documents d'identité de M. [REDACTED]. Néanmoins, M. [REDACTED] a déclaré être hébergé par sa sœur et aucun élément n'est de nature à établir qu'il serait en situation de concubinage. A cet égard, il ressort des mentions du dossier relatif au suivi de l'enfant à naître que la mère vit seule. Par ailleurs, le requérant n'a versé aucune pièce au débat qui rendrait compte de l'ancienneté de la relation qu'il déclare entretenir avec la mère de l'enfant à naître. Enfin, si le requérant atteste avoir reconnu cet enfant en produisant une attestation de l'officier de l'état civil de la mairie de Perpignan, celle-ci date du 27 février 2020 et

est donc postérieure à la décision en litige. Dans ces conditions, la seule circonstance que la grossesse de celle qu'il déclare être sa compagne fasse l'objet d'un suivi médical nécessaire et régulier n'est pas de nature à établir que le préfet aurait méconnu les stipulations de l'article 3-1 de la convention internationale relative aux droits de l'enfant ou celles de l'article 8 de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales. Pour les mêmes motifs, le moyen tiré de ce que la décision serait entachée d'une erreur manifeste d'appréciation doit également être écarté.

7. Par ailleurs, bien que le préfet ait précisé, dans la décision en litige, que M. [REDACTED] est célibataire et sans enfant à charge, il a également fait état de ce que l'intéressé avait déclaré un concubinage avec une personne enceinte. Le préfet a souligné que les parents de M. [REDACTED] résident en Algérie mais n'a pas fait état de ce que ce dernier avait un frère ainsi qu'une sœur, chez qui il déclare résider, en France. Néanmoins, M. [REDACTED] n'apporte pas d'élément sur la régularité du séjour de son frère, résidant à Lyon, et il ne démontre pas l'intensité des liens affectifs dont il se prévaut. Dans ces conditions, l'omission du préfet n'est pas de nature à révéler un défaut d'examen sérieux de la situation personnelle de l'intéressé.

8. Il résulte de ce qui précède que M. [REDACTED] n'est pas fondé à demander l'annulation de la décision portant obligation de quitter le territoire.

En ce qui concerne la décision refusant de lui octroyer un délai de départ volontaire :

9. Aux termes de l'article L. 511-1 II du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile : « L'étranger auquel il est fait obligation de quitter le territoire français dispose d'un délai de départ volontaire de trente jours à compter de la notification de l'obligation de quitter le territoire français. L'autorité administrative peut accorder, à titre exceptionnel, un délai de départ volontaire supérieur à trente jours s'il apparaît nécessaire de tenir compte de circonstances propres à chaque cas. (...) Toutefois, l'autorité administrative peut, par une décision motivée, décider que l'étranger est obligé de quitter sans délai le territoire français : (...) 3° S'il existe un risque que l'étranger se soustraie à cette obligation. Ce risque peut être regardé comme établi, sauf circonstance particulière, dans les cas suivants : a) Si l'étranger, qui ne peut justifier être entré régulièrement sur le territoire français, n'a pas sollicité la délivrance d'un titre de séjour ; (...) f) Si l'étranger ne présente pas de garanties de représentation suffisantes, notamment parce qu'il ne peut présenter des documents d'identité ou de voyage en cours de validité, qu'il a refusé de communiquer les renseignements permettant d'établir son identité ou sa situation au regard du droit de circulation et de séjour ou a communiqué des renseignements inexacts, qu'il a refusé de se soumettre aux opérations de relevé d'empreintes digitales ou de prise de photographie prévues au deuxième alinéa de l'article L. 611-3, qu'il ne justifie pas d'une résidence effective et permanente dans un local affecté à son habitation principale ou qu'il s'est précédemment soustrait aux obligations prévues aux articles L. 513-4, L. 513-5, L. 552-4, L. 561-1, L. 561-2 et L. 742-2 ; (...) ».

10. Il ressort de la décision en litige que le préfet s'est fondé sur les dispositions précitées pour refuser d'octroyer à M. [REDACTED] un délai de départ volontaire. Pour estimer que le risque de fuite était avéré, le préfet a souligné que le requérant ne justifiait pas de son entrée régulière, qu'il n'avait effectué aucune démarche afin de régulariser sa situation et qu'il avait volontairement ménagé sa clandestinité. Les circonstances de droit et de faits sur lesquels le

volontairement ménagé sa clandestinité. Les circonstances de droit et de faits sur lesquels le préfet s'est fondé étaient donc exposées dans des conditions permettant à M. [REDACTED] de les contester utilement. Dès lors, le moyen tiré de ce que la décision refusant de lui octroyer un délai de départ volontaire serait insuffisamment motivée doit être écarté.

11. Il est constant que M. [REDACTED] n'a pas fait l'objet d'une précédente procédure d'éloignement. Le requérant produit par ailleurs une attestation de sa sœur, titulaire d'une carte de séjour, en vertu de laquelle elle l'héberge à son domicile. L'ensemble des justificatifs relatif à l'adresse où il déclare résider ont par ailleurs été versés au débat. En outre, il ressort des compte rendus d'audition de M. [REDACTED], suite à son interpellation le 24 février 2020 par les services de police judiciaire que sa sœur ainsi que la mère de son enfant à naître se sont présentées aux services de police, ont décliné leur identité et adresse et ont produit le passeport en cours de validité de M. [REDACTED] ainsi que son permis de conduire. L'intéressé apporte donc des garanties de représentation, suffisantes, au sens des dispositions précitées et est fondé à soutenir que le préfet n'a pas fait un examen complet de sa situation et méconnu les dispositions précitées.

12. Par ailleurs, si la décision en litige vise l'entrée irrégulière de M. [REDACTED] sur le territoire français, le préfet reconnaît que celle-ci est intervenue alors que l'intéressé était en possession d'un visa de court séjour. Alors qu'il n'a pas été répondu à la demande de pièces complémentaires formulée par le tribunal en vue de compléter l'instruction, il ne résulte pas de l'instruction que le préfet aurait pris la même décision se fondant sur le seul a) du 38-1. Il de l'article L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile. Dès lors, M. [REDACTED] est fondé à demander l'annulation de la décision refusant de lui octroyer un délai de départ volontaire.

En ce qui concerne la décision portant interdiction de retour sur le territoire français pour une durée d'un an :

13. Aux termes de l'article L. 511-1 III du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile : « L'autorité administrative, par une décision motivée, assortit l'obligation de quitter le territoire français d'une interdiction de retour sur le territoire français, d'une durée maximale de trois ans à compter de l'exécution de l'obligation de quitter le territoire français, lorsque aucun délai de départ volontaire n'a été accordé à l'étranger. (...) La durée de l'interdiction de retour [est décidée] par l'autorité administrative en tenant compte de la durée de présence de l'étranger sur le territoire français, de la nature et de l'ancienneté de ses liens avec la France, de la circonstance qu'il a déjà fait l'objet ou non d'une mesure d'éloignement et de la menace pour l'ordre public que représente sa présence sur le territoire français (...) ».

14. Il ressort des termes de la décision en litige que le préfet a développé les considérations de droit et de faits sur lesquels il a fondé sa décision, permettant au requérant d'en contester utilement la portée. Il est notamment fait état de la date d'arrivée en France de l'intéressé et de sa situation personnelle eu égard aux liens familiaux et personnels qu'il a en France et en Algérie. Alors que le préfet ne conteste pas que M. [REDACTED] n'a pas fait l'objet d'une précédente mesure d'éloignement et qu'il ne constitue pas une menace pour l'ordre public, il n'était pas tenu de le préciser expressément. Dès lors, le moyen tiré de ce que la décision serait insuffisamment motivée doit être écarté.

15. Toutefois, bien que l'entrée de M. [REDACTED] sur le territoire français soit relativement récente, il a reconnu, de façon anticipée, un enfant à naître le 6 mai 2020 dont la mère est française. Si M. [REDACTED] ne réside pas avec la mère de l'enfant à naître, celle-ci s'est présentée aux services de police lors de l'interpellation de M. [REDACTED] et a également reconnu, avec ce dernier, la naissance de l'enfant à naître. Eu égard à l'existence des liens personnels de M. [REDACTED] en France, l'interdiction de retour d'une durée d'un an a des conséquences disproportionnées sur sa situation et ce dernier est fondé à en demander l'annulation pour ce motif.

16. Il résulte de ce qui précède que M. [REDACTED] n'est pas fondé à demander l'annulation de la décision portant obligation de quitter le territoire français. Il est néanmoins fondé à demander l'annulation de l'arrêté en litige en tant qu'il ne lui octroie pas un délai de départ volontaire et en tant qu'il prononce une interdiction de retour sur le territoire français d'une durée d'un an.

Sur les frais en litige :

17. Sur le fondement des dispositions combinées de l'article L. 761-1 du code de justice administrative et de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991, il y a lieu, dans les circonstances de l'espèce, de mettre à la charge de l'Etat une somme de 1 000 euros à verser à Me Passet, avocat de M. [REDACTED], sous réserve que M. [REDACTED] obtienne le bénéfice de l'aide juridictionnelle et que Me Passet renonce à percevoir la somme correspondant à la part contributive de l'Etat.

DECIDE

Article 1 : M. [REDACTED] est admis au bénéfice de l'aide juridictionnelle provisoire.

Article 2 : L'arrêté du préfet des Pyrénées Orientales du 24 février 2020 est annulé en tant seulement qu'il ne prévoit pas de délai de départ volontaire et qu'il prononce une interdiction de retour sur le territoire français d'une durée d'un an.

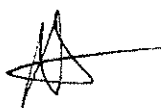
Article 3 : Sous réserve de l'admission définitive de M. [REDACTED] à l'aide juridictionnelle et sous réserve que Me Passet renonce à percevoir la somme correspondant à la part contributive de l'Etat versée au titre de l'aide juridictionnelle, ce dernier versera à Me Passet, une somme de 1 000 euros en application des dispositions du deuxième alinéa de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991. Dans le cas où l'aide juridictionnelle ne serait pas accordée à M. Laouedj par le bureau d'aide juridictionnelle, la somme de 1 000 euros sera versée à ce dernier.

Article 4 : Le surplus des conclusions de la requête est rejeté.

Article 5 : Le présent jugement sera notifié à M. S [REDACTED], au préfet des Pyrénées Orientales et à Me Passet.

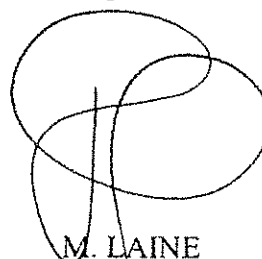
Lu en audience publique le 11 mars 2020,

Le magistrat désigné par la présidente du
tribunal,



A. LESIMPLE

Le greffier,



La République mande et ordonne au préfet des Pyrénées Orientales, en ce qui le concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun, contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition conforme,
Montpellier le 11 mars 2020,

Le greffier,

